



Libre circulation des personnes : La Suisse en profite

Le rapport actuel de la Confédération sur les conséquences de la libre circulation des personnes depuis 2002 montre que l'immigration a radicalement changé. Contrairement à ce qu'on observait par le passé, les immigrés sont avant tout des personnes disposant de qualifications bonnes à très bonnes. La pression redoutée sur les salaires ne s'est pour l'essentiel pas concrétisée et la situation bénéficie aux assurances sociales.

Le rapport présenté à Berne vendredi « Huitième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes Suisse-UE » détaille l'évolution de l'immigration en Suisse depuis 2002. Il en ressort que l'immigration en provenance d'États tiers est restée stable, tandis que celle en provenance d'États membres de l'UE et de l'AELE a fortement augmenté. Cette immigration n'est pas une fin en soi, elle répond à la demande de main-d'œuvre induite par la croissance de l'économie suisse.

D'après le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), les chiffres n'étayaient pas l'affirmation récurrente selon laquelle les immigrés évincent des travailleurs indigènes. Le taux de chômage est bas dans les deux groupes de population et a même tendance à diminuer. À quelques exceptions près, on ne déplore pas non plus de pression sur les salaires : depuis 2002, les salaires réels en Suisse ont progressé de 0,6 % en moyenne par an – la hausse était de seulement 0,2 % les dix années précédentes.

La situation profite à l'AVS et à l'AI

Aujourd'hui, 83 % des immigrés possèdent un diplôme du niveau secondaire II au moins et 51 % un diplôme du niveau tertiaire. Ces travailleurs reçoivent donc des revenus en rapport et apportent une contribution de taille au financement des

assurances sociales, en particulier à l'AVS et à l'AI. Le rapport de la Confédération ne laisse pas de place au doute : « Les travailleurs ressortissants de l'UE/AELE y contribuent clairement davantage qu'ils n'en retirent. »

Le rapport du Seco atteste clairement que la Suisse profite sur divers plans de l'accord sur la libre circulation des personnes passé avec l'UE. L'économie suisse est consciente qu'une augmentation de l'immigration est aussi accompagnée d'effets négatifs pour lesquels il convient maintenant d'élaborer des solutions concrètes. Les diverses initiatives populaires qui demandent la résiliation de la libre circulation des personnes nuiraient à la prospérité de la Suisse – raison pour laquelle l'organisation patronale de l'économie les combattra résolument.